

tistique Canada, les Canadiens pourraient siphonner ainsi 154 milliards de dollars cette année, quoique ce soit peu probable, car les Canadiens n'épargnent pas tant d'argent que cela. On a ici l'occasion d'établir à cet égard, pour l'exercice 1997-1998, un plafond de 8 000 \$ à 10 000 \$ environ pour les particuliers et d'en faire un crédit d'impôt plutôt qu'une déduction fiscale.

• (1325)

Un crédit d'impôt encouragerait davantage les personnes à faible revenu à investir dans un REER parce qu'il leur rapporterait davantage d'argent. Il serait scellé pour les contribuables à revenu élevé de telle sorte que le stimulant soit également avantageux pour les deux catégories de revenu.

Il y a beaucoup d'autres choses dont je pourrais parler en prévision du budget et notamment de nos programmes de formation, de nos établissements d'enseignement, de la stratégie à l'égard de l'autoroute nationale, etc.

Nous avons écouté les Canadiens nous faire part clairement de leurs besoins et de leurs désirs. Une stabilité politique au Canada nous permettra de créer un fédéralisme dynamique fait de ressources financières durables, d'économies durables et d'un environnement durable. Que pouvons-nous offrir de mieux à nos jeunes qu'un pays dans lequel ils peuvent vivre et réaliser leurs rêves.

**Mme Karen Kraft Sloan (York—Simcoe, Lib.):** Monsieur le Président, le Canada a été placé au deuxième rang des pays les plus riches du monde. Il n'empêche qu'il y a encore trop d'enfants qui vivent dans la pauvreté au Canada. Depuis une quinzaine d'années, nous avons été témoins d'une augmentation constante et alarmante du nombre d'enfants pauvres au Canada.

Selon l'Institut canadien de la santé infantile, le taux de pauvreté chez les enfants a augmenté de 60 p. 100 entre 1981 et 1991. Les données les plus récentes de Statistique Canada montrent que, des 1 447 000 enfants âgés de moins de 18 ans au Canada, quelque 21 p. 100 vivent maintenant dans des foyers dont les parents sont pauvres.

La majorité des enfants pauvres, soit 54 p. 100, font partie de familles à deux parents, mais une proportion grandissante d'entre eux n'ont qu'un seul parent. Près des deux tiers des familles à parent unique dirigées par une femme vivent en-dessous du seuil de pauvreté. On estime que plus de la moitié des autochtones grandissent dans la pauvreté.

Les effets de la pauvreté sur les enfants sont nombreux. Les enfants pauvres sont plus susceptibles d'être malades, de se blesser, et deux fois plus d'entre eux risquent de succomber à leurs blessures, comparativement aux enfants vivant dans des foyers plus à l'aise. Les enfants pauvres ont de moins bons rendements scolaires en raison de facteurs comme des problèmes de comportement, un champ d'attention moins long, une assiduité médiocre et une faible estime de soi. La faiblesse du rendement scolaire est souvent attribuable à la faim. Compte tenu de l'incapacité des parents d'assumer les frais connexes, les enfants pauvres ne peuvent pas non plus participer à des activités récréa-

tives ou parascolaires que les enfants de foyers plus à l'aise considèrent comme allant de soi.

Ils ne peuvent profiter de la camaraderie inhérente au partage d'activités saines et du plaisir de cultiver l'autodiscipline et la confiance en soi, qui sont si importants pour avoir du succès plus tard dans la vie. Les parents pauvres n'ont tout simplement pas les moyens de se permettre certains de ces suppléments qui font une telle différence dans la vie des jeunes. Leurs enfants sont souvent laissés à eux-mêmes à la maison ou dans la rue.

Les enfants défavorisés se préparent à devenir des adultes défavorisés. Il est impossible de mesurer les coûts sociaux que représentent des vies manquées, mais on estime qu'entre 1990 et l'an 2010, les décrocheurs scolaires coûteront quelque 33 milliards de dollars au Canada. Ce montant comprend les pertes de recettes fiscales, de revenus, de cotisations à l'assurance-chômage, les prestations d'assurance-chômage et d'aide sociale plus élevées.

Notre régime de sécurité sociale est étroitement lié à notre identité nationale. C'est par nos valeurs qui se reflètent dans nos programmes sociaux que les Canadiens d'un océan aux deux autres se définissent souvent. La société canadienne a toujours eu à coeur l'équité sociale. Nous avons toujours essayé de réduire les disparités entre les régions, entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les aînés et entre les classes sociales.

Le phénomène de la pauvreté s'amplifie. À mesure qu'il s'amplifie, l'insécurité économique augmente aussi. Cette insécurité menace les familles et les collectivités. Quand une société devient polarisée économiquement, les coûts sociaux à payer sont énormes. Nous payons pour prévenir davantage la criminalité, pour les différents actes de violence commis et pour les pertes de potentiel humain. Tout cela peut mener à un ralentissement de la croissance économique. La pauvreté est une véritable menace pour le Canada.

J'ai un article rédigé par Michael Valpy et daté du jeudi 2 novembre 1995. L'auteur y cite Edward Newall, directeur général de Nova Corporation, lors d'une allocution prononcée devant le Conseil canadien des chefs d'entreprise. Dans son discours, M. Newall parle de deux problèmes qu'il faut régler en priorité et qui auront des répercussions positives si nous réussissons, et extrêmement négatives, si nous échouons.

L'un de ces problèmes, c'est la pauvreté au Canada et l'absence d'une stratégie nationale pour l'enrayer. Il dit ceci:

«À mon avis, c'est [...] une bombe à retardement qui risque d'exploser d'un moment à l'autre parce que nous ne nous attaquons absolument pas au problème.

Ce qui est presque aussi grave, c'est que la plupart des dirigeants de notre pays ne sont même pas conscients du problème. Nous ne le comprenons pas. Nous ne déployons pas tous les efforts possibles pour le résoudre. «C'est vrai qu'on ne discute pas du fait que la pauvreté est un problème majeur au Canada.

«En 1993, alors que notre économie a encore une fois été meilleure que celle de la plupart des pays industrialisés, Statistique Canada a révélé que 348 000 Canadiens de plus avaient des revenus qui les plaçaient sous le seuil de la pauvreté. Plus de trois millions de Canadiens sont bénéficiaires de l'aide sociale. D'après certaines définitions, plus de 20 p. 100 de nos concitoyens vivent sous le seuil de la pauvreté.

«La pauvreté est le problème qui afflige le plus les familles monoparentales au Canada. Elle contribue aux taux de décrochage scolaire incroyablement élevés que nous avons au Canada [...] Dans quelle mesure ce grave problème de pauvreté crée-t-il des